



## Un haut représentant de l'ONU congédié pour ses critiques de la fraude électorale afghane

Par [Joe Kishore](#)

Mondialisation.ca, 06 octobre 2009

[WSWS](#) 6 octobre 2009

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Nations Unies](#)

Analyses: [AFGHANISTAN](#)



Peter Galbraith, chef adjoint de la mission des Nations Unies en Afghanistan (UNAMA) et plus haut représentant américain de l'agence, a été renvoyé mercredi pour ses critiques de l'élection afghane du 20 août.

Galbraith avait critiqué directement le président Hamid Karzaï, l'accusant d'avoir perpétré une énorme fraude électorale dans les élections. Dans les semaines qui ont suivi ces dernières, alors qu'étaient de plus en plus répandues les indications de fraude, Galbraith s'est brouillé avec le plus haut représentant de l'ONU en Afghanistan, Kai Eide de la Norvège.

Son renvoi survient alors que des signes indiquent que les Etats-Unis et l'Europe ont décidé de soutenir Karzaï pour un autre mandat. Un article paru lundi dans le *Washington Post* a rapporté que des ministres des Affaires étrangères des Etats-Unis et de l'OTAN « ont dit au gouvernement du président Hamid Karzaï qu'ils s'attendaient à ce que celui-ci reste au pouvoir pour un autre mandat de cinq ans ». (Voir ["US, NATO reach 'consensus' to sanction rigged election in Afghanistan"](#))

Cette approbation de la revendication de victoire par Karzaï survient à la suite d'un débat au sein de l'administration Obama sur la façon de réagir au vote afghan. Certains ont vu dans l'émergence de preuves d'une immense fraude l'occasion de mettre Karzaï sur la touche, lui qui s'est heurté aux Etats-Unis pour avoir critiqué le nombre de victimes civiles. La fraude électorale, combinée à la corruption et l'impopularité incontestées de Karzaï, était aussi vue

comme un handicap pour les forces d'occupation.

Des sections de l'establishment politique préféraient une entente qui aurait réduit les pouvoirs de Karzaï, peut-être dans le cadre d'un partage de pouvoir avec son principal opposant, Abdoullah Abdoullah. A ce moment, les accusations de fraude par Galbraith ont servi à intensifier la pression sur Karzaï.

Au bout du compte, on a décidé cependant qu'une incertitude prolongée à propos des résultats électoraux pouvait être plus dommageable à l'occupation américaine, surtout que l'administration Obama songe à envoyer 40 000 soldats de plus dans le pays pour réprimer l'opposition populaire. On pourrait devoir attendre jusqu'au printemps pour un recomptage, ce qui signifierait une incertitude de plusieurs mois sur la stabilité et la légitimité du gouvernement afghan. Appuyer Karzaï est devenu la « moins pire » option pour l'escalade de l'occupation.

Mercredi, le *New York Times* a écrit : « Alors que les officiels Américains acceptent de plus en plus l'idée que M. Karzaï sera le prochain président, et ce, malgré de nombreuses irrégularités dans l'élection qui sont bien documentées, la position de M. Galbraith le met en conflit avec l'administration Obama et les Nations Unies. »

Selon le *Washington Post*, Eide a dit qu'il a un soutien « « unanime » de la part des Etats-Unis et des autres nations impliquées dans la région. La secrétaire d'Etat, Hillary Rodham Clinton, a refusé de critiquer le renvoi, le décrivant comme « une affaire des Nations Unies ».

Les accusations continues de fraude de la part de Galbraith se heurtent évidemment aux changements dans les vents politiques. Lundi, il a envoyé une lettre au secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-Moon, accusant l'ONU de complicité directe dans la fraude électorale afghane :

« Étant donné notre mandat d'appuyer des élections « libres, justes et transparentes », écrit Galbraith, « je crois qu'UNAMA ne peut pas fermer les yeux sur cette fraude sans compromettre notre neutralité et devenir complice dans les tentatives faites pour étouffer l'affaire. »

Galbraith a affirmé que dans les mois qui avaient précédé l'élection, il avait commencé à faire état de bureaux de vote « fantômes » — « des bureaux de vote placés dans des zones tellement dangereuses que ces bureaux n'ouvriraient jamais. » Il a dit : « Les ministres afghans, dont le maintien en poste dépendait de la fraude, se sont plaint de mon intervention et Kai m'a ordonné de lâcher cette affaire. Au bout du compte, la plus grande partie de la fraude électorale est survenue dans ces bureaux de vote fantômes », a-t-il dit.

Les données de l'ONU montrent que le taux de participation était très bas dans plusieurs provinces-clé du sud de l'Afghanistan qui ont rapporté une grande part des votes en faveur de Karzaï. Galbraith écrit qu'Eide « a donné l'ordre au personnel de ne pas partager les données [sur le taux de participation] avec personne... » Il a continué en déclarant que, peu après les élections, « Kai a dit au président Karzaï que « je suis partial » en ta faveur et que « ceux qui sont là pour t'avoir sont aussi là pour m'avoir ».

Les partisans du principal opposant de Karzaï, Abdoullah Abdoullah, qui était vu par les Etats-Unis comme une alternative possible, ont appelé à une enquête criminelle dans les

élections, se servant des accusations de Galbraith comme preuve que la supervision des Nations Unies était souillée.

Depuis le début, les élections afghanes — présentées en grande pompe par l'administration Obama comme une grande avancée pour la démocratie — ont été hautement antidémocratiques. Quiconque opposé à l'occupation a été empêché de se présenter, la vaste majorité de la population étant ainsi sans représentation.

Après avoir louangé les élections, l'administration Obama a réagi aux preuves de fraude, la voyant comme une façon de poursuivre ses propres objectifs en changeant le gouvernement fantoche à Kaboul. Aussitôt que cela menaçait de faire obstacle aux plans américains en déstabilisant le gouvernement, les Etats-Unis ont appuyé à nouveau Karzaï. Les allégations de fraudes sont maintenant rapidement supprimées.

La principale préoccupation est l'établissement d'un régime pantin pour continuer et étendre la guerre sous direction américaine. L'administration Obama est actuellement en discussion avec les principaux généraux sur la question de l'envoi d'autres troupes en plus de celles déjà prévues dans le plan des renforts (*surge*) annoncé par Obama plus tôt cette année.

L'attitude des médias et de l'élite politique aux Etats-Unis face aux élections afghanes contraste avec la large campagne sur les supposées fraudes électorales en Iran il y a quelques mois. Alors qu'il n'y avait pas de preuve que la fraude avait changé le résultat électoral en Iran, on a vu une opération de déstabilisation visant à faire tomber le président iranien Mahmoud Ahmadinejad et à le remplacer par un gouvernement dirigé par son adversaire Mir Hossein Moussavi, plus accommodant pour les intérêts américains.

Des journaux de la soi-disant gauche et de la droite se sont précipités pour offrir leur soutien à l'opposition « verte », dénonçant le gouvernement iranien pour avoir organisé le « vol de l'élection ».

Cette campagne médiatique continue toujours des mois après l'élection. Obama, délibérément, utilise la provocation sur la question du programme nucléaire iranien pour renforcer l'opposition iranienne à Ahmadinejad.

Reprenant une opinion avancée par plusieurs autres commentateurs, Robert Kagan, conseiller du commandant américain en Afghanistan, le général Stanley McChrystal, a écrit dans le *Washington Post* du mercredi 30 septembre que les nouvelles sanctions devraient viser à augmenter « l'instabilité » du gouvernement iranien.

« Les sanctions ne vont pas convaincre l'actuel gouvernement iranien d'abandonner son programme d'armement nucléaire, écrit Kagan. Ahmadinejad et Khamenei voit le programme nucléaire et leur propre survie politique comme étant intimement liés. Mais le bon type de sanctions pourrait aider l'opposition iranienne à renverser ces dirigeants qui demeurent toujours vulnérables. »

Il n'y a pas de colère comparable au sujet des élections en Afghanistan, pas plus qu'on ne trouvera d'appels pour venir en aide aux adversaires dépossédés de Karzaï. La décision d'Obama de soutenir Karzaï n'a suscité aucun commentaire des supporteurs libéraux du président, telle la revue *Nation*. Au contraire, cette revue a ouvert ses pages à la défense de la « révolution verte ».

Ce qui explique ces deux réactions apparemment contradictoires, ce sont les intérêts de l'impérialisme américain au Moyen-Orient et en Asie centrale. Lorsque des allégations de fraudes vont dans le sens de ses intérêts, comme en Iran, Washington et les médias américains montent au front pour défendre la « démocratie ». Lorsqu'une véritable fraude de masse, pour laquelle les preuves sont établies, comme celle qu'a connue l'Afghanistan, vient au contraire aider les intérêts américains, les prétentions démocratiques sont mises de côté au nom de la stabilité.

Article original en anglais, WSWWS, paru le 2 octobre 2009.

La source originale de cet article est [WSWS](#)

Copyright © [Joe Kishore](#), [WSWS](#), 2009

---

Articles Par : [Joe Kishore](#)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)